Civilisations

Revue internationale d'anthropologie et de sciences humaines

65 | 2016

Figures du malentendu

Du malentendu juridique

Le droit face à la mésentente conjugale

Corentin Chanet et Barbara Truffin

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/civilisations/4058>

DOI : 10.4000/civilisations.4058

ISSN : 2032-0442

Éditeur

Institut de sociologie de l'Université Libre de Bruxelles

Édition imprimée

Date de publication : 19 décembre 2016

Pagination : 61-79

ISBN : 2-9602017-0-3

ISSN : 0009-8140

Référence électronique

Corentin Chanet et Barbara Truffin, « Du malentendu juridique », *Civilisations* [En ligne], 65 | 2016, mis en ligne le 19 décembre 2019, consulté le 14 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/civilisations/4058> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/civilisations.4058>

Du malentendu juridique

Le droit face à la mésentente conjugale

Corentin CHANET et Barbara TRUFFIN

Résumé : Dans cet article, nous nous proposons de décrire la façon dont différentes figures de mécompréhension sont attribuées par des imputations hypothétiques mobilisées au sein et à propos d'une audience de justice de paix. En prenant soin de mettre en avant le matériau empirique – présenté sous forme de « scènes » – et en n'oubliant pas d'inclure la position occupée par le chercheur dans la réflexion, notre objectif est de montrer que, loin de constituer des obstacles nécessitant d'être levés, les imputations de malentendu, de méprise et de mensonge sont des ressources discursives employées aussi bien dans le contexte de la mésentente conjugale, que dans ceux du processus décisionnel juridique et de l'interprétation scientifique « ex situ ». A l'encontre de l'idée que le droit serait, en pratique ou en théorie, largement incompatible avec le malentendu, nous affirmons que ce dernier constitue toujours une clé d'interprétation possible d'une mésentente persistante et que, bien plus que sa levée ou sa prévention, c'est son déplacement, sa reconfiguration ou son ajournement qu'il faut envisager dans l'exercice du droit.

Mots-clefs : herméneutique, justice de paix, ethnographie judiciaire, typologie, malentendu.

Abstract: This paper describes different figures of misunderstandings and hypothetical imputations made by the actors of a judicial hearing (Belgian Justice of the Peace Court). In doing so, we aim to demonstrate that far from being obstacles that should be cleared up, the imputations of misunderstandings, errors and lies constitute primary discursive means which are continuously at work: here in conjugal dispute, judicial decisional process but also in any scientific effort of "ex situ" interpretation. Against the idea that law – in practice or in theory – is at odds with misunderstanding, we conceive the latter as being always a key interpretation for any persisting disagreement. Therefore, law and its application have to be thought as allowing the displacement, reconfiguration or postponement of misunderstandings rather than their avoidance or resolution.

Keywords: hermeneutics, Justice of the Peace Court, judicial ethnography, typology, misunderstanding.

Introduction

Nous voudrions dans cet article proposer une approche très descriptive du malentendu (et plus largement de la mécompréhension) à partir d'une ethnographie herméneutique de scènes de justice familiale en Belgique¹. Les diverses formes de mécompréhension seront envisagées comme des jugements *a posteriori*, plus ou moins hypothétiques, que les individus produisent sur des rapports intersubjectifs de compréhension dans lesquels ils sont toujours, d'une façon ou d'une autre, parties prenantes. De fait, plutôt que de conférer au malentendu le statut de descripteur étique d'une classe de situations que le chercheur aurait pour mission d'analyser, il nous semble plus fécond de chercher à comprendre comment *tous* les individus (chercheurs compris) parviennent à imputer un malentendu au sein/à propos d'une situation donnée, et cela à partir de perspectives parfois très différentes. De la même manière que des différences de perception sonore peuvent s'expliquer à la fois par les caractéristiques de l'auditeur et les propriétés acoustiques de la pièce dans laquelle il se trouve, nous montrerons que l'imputation d'un malentendu, d'une méprise ou d'un mensonge dépend fortement non seulement du type de situation, mais également de la position que les acteurs occupent dans la situation et des enjeux qu'ils prêtent à celle-ci. Ces positions ne seront pas ici définies par rapport à des variables sociologiques générales (genre, classe, religion) mais seulement en fonction des rapports discursifs qui se nouent à l'audience. Une telle réduction pourra à bon droit sembler quelque peu abusive, surtout au vu du nombre de travaux qui depuis des dizaines d'années ont mis en évidence l'importance de telles variables sur le déroulement des audiences, les décisions atteintes et les réactions des parties (Conley et O'Barr, 1990 et 2005 ; Merry, 1979 et 1990 ; Philips, 1998). Deux arguments nous paraissent pourtant justifier cette réduction. D'une part, la collecte des matériaux empiriques est assez ancienne et faisait partie d'un dispositif d'enquête qui visait à rendre compte de l'importance du « pluralisme normatif » (Dupret, 1999 et 2007) dans le déroulement des audiences à partir de leur observation (sans possibilité de conduire des entretiens ultérieurs de manière systématique). D'autre part, loin de pouvoir/vouloir mettre en évidence l'ensemble des déterminants structuraux qui nous permettraient de replacer cette audience dans un contexte explicatif plus large et de produire une analyse sur les inégalités sociales ou les transformations du champ juridique, nous nous proposons ici très modestement de montrer la « dynamique (discursive) interne » d'une situation (juridique) percluse de mécompréhensions.

Nous allons donc nous intéresser à la manière dont la mécompréhension peut saturer un processus décisionnel juridique. De cette façon, tout en participant à la réflexion plus large que le dossier de ce numéro se propose d'engager sur le malentendu comme type de (mé)compréhension spécifique, nous aimerions également montrer que le malentendu, loin d'être une exception, une défaillance ou un cas-limite, constitue en réalité une dimension inévitable de l'application de toute norme juridique, dans la mesure où la figure du malentendu ouvre la possibilité de contester cette application. Alors que dans les sciences sociales, une posture positiviste est souvent associée au refus

1 Une telle ethnographie, qui met l'accent sur les jeux d'interprétation, d'accord et de reconnaissance, est modestement inspirée par des courants comme l'anthropologie interprétative (Cefai, 2008 ; Geertz, 1973) ou la néopraxéologie américaine (Lejeune, 2007).

du malentendu comme situation plus ou moins normale ou inévitable, le « positivisme juridique » – si tant est qu’un tel courant existe (Haferkamp, 2010 ; Hardy, 2011) – est bien plus ouvert sur l’importance des contingences relatives à ce que Kelsen a appelé la « création du droit » (Amselek, 2011 ; Kelsen, 2005). Or, comme nous allons le voir, toute imputation juridique² suppose *in fine* la possibilité d’un malentendu, car elle implique un jeu de reconnaissance. Une fois posé le cadre conceptuel qui doit nous permettre de distinguer trois rapports de compréhension en crise (I), nous explorerons les diverses manières par lesquelles ils se voient imputés à travers l’analyse de scènes de justice sursaturées de désaccords (II).

I. Typologie des (dés)accords et (mé)compréhensions

Ce jeu de reconnaissance renvoie à des contenus mentaux, à des dispositions affectives et cognitives, et non pas seulement à des énoncés langagiers. Il nous faut insister sur ce point : si notre approche est, dans une certaine mesure, sociolinguistique, c’est bien pour souligner la limite parfois très vite atteinte par le langage dans sa capacité de clarification et de dépassement d’un désaccord. A rebours de thèses philosophiques qui voient dans la fantasmagorique possibilité d’un usage purement argumentatif du langage, la voie royale d’une progressive résolution « éthique » ou « raisonnable » des désaccords et des tensions (Habermas, 1997 ; Haarscher, 1986 ; Christie, 2000), nous voudrions mettre en évidence la profondeur et la vivacité de désaccords qui ne se laissent pas si facilement aplanir et qui *a contrario* sont amplifiés par la poursuite de la discussion.

Nous prendrons pour point de départ la typologie herméneutique de Grondin (2002) des trois types de compréhension qu’il identifie à partir des travaux de Gadamer (1960). Sont distingués *la saisie intellectuelle*, qui renvoie à la maîtrise octroyée par le travail de représentation mentale d’une situation ou d’un énoncé, *le savoir-faire pratique* qui consiste en la capacité d’appliquer des schèmes en situation, et enfin *l’accord* qui renvoie à l’intersubjectivité de tout rapport de compréhension. Chaque type peut être exemplifié par une forme du verbe « entendre » : le premier par « j’entends bien », le second par « je m’y entends » et le troisième par « nous nous entendons ». Précisons que, pour Grondin, l’herméneutique gadamérienne permet d’identifier dans le troisième type, l’accord, le fondement général de tout rapport de compréhension, y compris la saisie intellectuelle et le savoir-faire pratique. Il s’agit d’une proposition somme toute contre-intuitive dans la mesure où notre modernité semble se définir avant tout par une forme de réflexivité critique *a priori* sur tout objet porté à notre conscience/connaissance.

A partir de là, il nous a semblé opportun de proposer une typologie qui s’inspire de celle proposée par Grondin sans toutefois pouvoir en constituer un reflet symétrique, en raison du caractère rétrospectif et relatif de tout désaccord. En effet, si l’on accepte

2 L’imputation juridique n’est pas ici entendue au sens pénal du terme, mais désigne plutôt l’ensemble des opérations qui, dans les textes juridiques autant que dans les « scènes judiciaires », tendent à stabiliser des rapports de compréhension en liant d’une manière particulière droit et faits.

que toute tentative de compréhension, voire l'existence elle-même³, suppose une forme minimale « d'accord », alors le désaccord n'en constitue jamais le pur négatif pour la simple et bonne raison qu'il est toujours relatif à un accord minimal qui le précède. Là où l'accord minimal peut se concevoir comme la condition de possibilité universelle de toute compréhension, le désaccord est un diagnostic posé sur un accord passé particulier : « je ne suis pas d'accord *avec ce que j'ai lu, avec ce que tu dis, avec ce qui se passe*, etc. ». La préposition « avec » pointe ici vers l'antériorité originaire de cet accord minimal dont nous parlions et qui donne au désaccord son objet. Tel que nous l'entendons ici, le désaccord ne désigne pas seulement la rupture d'une intersubjectivité, mais qualifie plus généralement toute inadéquation relative entre *ego* et un objet de conscience. Le désaccord ne suppose donc pas automatiquement sa verbalisation : il est avant tout l'expérience que « quelque chose » fait obstacle et nous allons tout de suite voir que cette expérience ouvre la voie à diverses interprétations dont il s'agira d'affirmer le caractère « hypothétique » et « situé », ceci valant également pour les interprétations fournies par les chercheurs.

Sur cette base, nous formulons l'hypothèse qu'une fois le désaccord établi, le (r) établissement d'un accord supposera la recherche d'une meilleure compréhension par l'une des parties ou par les deux. Or, les situations de pure incompréhension et donc de totale incommensurabilité sont rares, pour ne pas dire impossibles : la recherche d'une meilleure compréhension suppose donc qu'il y a eu une relative *mécompréhension*, c'est-à-dire un rapport de compréhension qui à un moment donné a été jugé insuffisant. Il existe bien évidemment d'autres formes d'atténuation ou d'exacerbation du désaccord que le diagnostic de mécompréhension, comme l'éloignement, l'expression d'un relativisme radical ou la violence physique, mais ces dernières ne seront pas traitées ici. Nous allons nous attarder sur trois types de mécompréhension, qui rappelons-le ne forment pas l'envers de la typologie de Grondin, mais désignent des imputations subséquentes d'un rapport de compréhension en crise. Nous commencerons par le mensonge, fondé sur l'intention malicieuse ; nous poursuivrons sur la méprise, fondée sur l'erreur d'une des parties ; nous terminerons sur le malentendu, fondé sur la répartition des causes (enjeu intellectuel) et/ou la dilution de la responsabilité (enjeu phatique) de la mécompréhension par la reconnaissance d'un entrecroisement de méprises.

Le mensonge (i.e. l'imputation de mensonge)

Le désaccord est produit par une intention malicieuse. La mécompréhension d'une des parties est immédiatement diagnostiquée comme telle par l'autre partie, pour la bonne raison qu'elle est précisément l'objectif fixé. Ce n'est qu'une fois que le désaccord apparaît à la « victime » que l'imputation d'un mensonge devient possible. Tout mensonge est donc double, car il suppose de mentir aussi bien sur un objet donné que sur sa propre existence pour être efficace. Le mensonge est rarement utilisé en dehors d'une relation intersubjective et il pointe toujours *a minima* vers une

3 Sans rentrer dans les détails, l'importance ontologique de l'accord se donne aussi à voir dans la phénoménologie (Husserl, 2000), puisqu'elle est supposée sous la forme d'une relation noético-noématique (l'objet saisi par une conscience en acte).

telle relation, car tromper et être trompé suppose toujours d'avoir des intentions et la possibilité d'en imputer à autrui.

La méprise (i.e. l'imputation de méprise)

Le désaccord repose sur la responsabilité d'une seule des parties (attribuée par elle-même ou par autrui). La méprise se distingue du mensonge par l'absence d'intentionnalité. Elle implique la reconnaissance d'une erreur, voire d'une faute ; en revanche, elle n'implique pas forcément une correction. Cette dernière est nécessaire seulement si la méprise prête si hautement à conséquence que sa non-correction serait elle-même l'occasion d'imputer à nouveau une méprise. Alors que l'imputation du mensonge est adossée à la nécessité morale de dire (le) vrai, la méprise renvoie à des registres normatifs plus variés, car elle suppose simplement que des normes spécifiques (morales ou techniques) n'ont pas été (correctement) appliquées. Il suffit en revanche qu'il y ait imputation *reciproque* d'une méprise pour qu'il y ait malentendu, c'est-à-dire la reconnaissance (*in situ* ou *ex situ*) que les protagonistes ne jouent pas au même jeu, c'est-à-dire qu'ils ne sont pas adossés aux mêmes présuppositions.

Le malentendu (i.e. l'imputation de malentendu)

Dans une certaine mesure, le malentendu est presque un synonyme de mécompréhension, en ce qu'il ne suppose *a priori* aucune responsabilité purement individuelle. Lorsque son diagnostic suffit à le lever, c'est-à-dire lorsqu'il est simplement un désaccord épiphénoménal, le malentendu consiste en fait en une simple méprise croisée : l'énonciation des imputations (« je pensais que tu... ») et des positions relatives (« je parlais de... ») constitue dans ce cas le remède nécessaire et suffisant au rétablissement du rapport intersubjectif de compréhension.

En revanche, les malentendus durablement liés à une profonde mésentente (éventuellement alimentée par la récurrence ou le non-traitement de malentendus épiphénoménaux) renvoient à des situations autrement plus compliquées : le désaccord, par ses enjeux et/ou son expression, est ici si vif que l'interaction se trouve très vite sursaturée d'imputations de mécompréhension : « je/tu ne comprends pas », « tu me mens », « je ne parlais pas de ça », etc. Dans de tels cas, nous verrons que les énoncés de clarification ont des effets très limités, lesquels conduisent à la levée (parfois très provisoire) de certaines méprises au prix d'une potentielle amplification de la mésentente et donc du malentendu. Loin de n'être que la somme des désaccords qui la composent, la mésentente finit dans certains cas par constituer l'horizon indépassable des passions conflictuelles toujours promptes à se trouver des objets de désaccord : l'entreprise d'une clarification *intellective* des mécompréhensions apparaît alors elle-même comme partie prenante du malentendu.

En outre, si le premier type de malentendu est toujours mobilisé *in situ* par les protagonistes qui ont pour but de rétablir un accord, une entente, le deuxième type peut également être mobilisé *ex situ* par un observateur (ici les auteurs) qui vise au rétablissement ou à l'approfondissement d'une possible saisie intellectuelle de la situation. Il est capital de bien distinguer ces deux usages, sous peine de confondre le travail d'interprétation théorique avec son objet : pour les protagonistes, le malentendu prend forme dans l'expérience vécue d'un désaccord, alors que pour un observateur extérieur, le malentendu suppose avant tout de clarifier et de cataloguer une série

d'imputations de mécompréhension et d'en retracer la genèse sans que ce processus n'alimente une quelconque mésentente (ou ne la résolve).

La thèse que nous allons défendre, c'est que cette typologie, bien loin d'être une sorte de providentielle machinerie conceptuelle capable de rétablir le rapport de compréhension qu'entretiennent les acteurs (*in situ*) ou les observateurs (*ex situ*) avec une situation donnée, nous permet au contraire de découvrir un enchevêtrement inextricable d'imputations aux fondements toujours ténus.

II. Mise en scène judiciaire de la mésentente conjugale

Afin de démontrer notre propos et de faire jouer le cadre conceptuel ainsi posé, nous proposons d'appliquer ce dernier à travers l'analyse complexe d'une audience impliquant un couple en voie de séparation, leurs avocats et le juge de paix saisi de leur différend. La retranscription de cette affaire fait partie d'un corpus d'audiences observées au sein de différentes justices de paix belges (Truffin et Laperche, 2011). Cette juridiction était chargée jusqu'au mois de septembre 2015 de statuer sur les requêtes introduites sur la base de l'article 223 du Code civil par un conjoint ou un cohabitant légal et d'ordonner d'éventuelles « mesures urgentes et provisoires » lorsque l'entente entre conjoints ou cohabitants légaux est sérieusement perturbée, selon ce que disposent les termes mêmes de la loi⁴.

Notre observatoire se situe donc dans le prétoire confidentiel de la chambre du conseil d'une justice de paix située dans un quartier d'une grande ville dont la population, très diversifiée, comprend des familles issues de migrations récentes mais parfois aussi nettement plus anciennes, originaires du Maroc, de la Turquie, du Sénégal, du Congo, du Kosovo, d'Albanie, d'Algérie, d'Equateur, etc. Dans ce canton urbain, la population est également caractérisée par une précarité socio-économique très marquée qui frappe durement les jeunes.

Cette justice de paix caractérisée *a priori* par la grande hétérogénéité « culturelle » des justiciables qui y recourent, traitait les conflits conjugaux portés devant elle jusque très récemment par une grande diversité de couples. La partie demanderesse à l'origine de la requête était, dans la majorité des affaires observées, l'épouse, sans que l'origine ethno-nationale des conjoints ou d'autres facteurs comme la présence d'enfants et les conditions socio-économiques⁵ du ménage ne semblent influencer sur cette constante ; il était ainsi régulièrement demandé aux juges qu'ils décident et fixent des « mesures urgentes et provisoires » comme la séparation – une suspension de l'obligation de cohabitation, toujours inscrite dans le Code civil –, l'attribution d'une pension de

4 L'article 223 du Code civil belge disposait alors en ses alinéas 1 et 2 que : « Si l'un des époux manque gravement à ses devoirs, le juge de paix ordonne à la demande du conjoint, les mesures urgentes et provisoires relatives à la personne et aux biens des époux et des enfants. Il en est de même à la demande d'un des époux si l'entente entre eux est sérieusement perturbée. [...] ». La loi belge du 30 juillet 2013 portant création d'un tribunal de la famille et de la jeunesse a donc organisé le transfert de cette compétence « en 223 » du juge de paix vers le nouveau tribunal de la famille et de la jeunesse. Les statistiques judiciaires ne permettent pas, à l'heure actuelle, de déterminer si le recours à cette procédure par des couples mariés en crise est resté constant ou non depuis ce transfert.

5 Précisons tout de même que, si l'on en croit les contenus des audiences et les problèmes auxquels les justiciables font face, la majorité d'entre eux semblent plutôt appartenir à différentes fractions plus ou moins aisées ou précaires des classes populaires

secours pour l'un des époux en cas de séparation, l'hébergement alterné ou principal des enfants, la détermination de la part contributive de l'autre parent dans l'éducation des enfants communs, etc⁶.

On remarquera que l'intervention et la marge décisionnelle du juge de paix dans cette procédure dépendent avant toute chose du constat d'un désaccord – ici une entente sérieusement perturbée – et que dès lors, loin d'être une figure que le juge de paix devrait, à tout prix, tenter de réduire, le désaccord constitue un ressort fort et essentiel du processus décisionnel. Ces audiences étaient aussi particulières en comparaison avec d'autres procédures conjugales – notamment les audiences de divorce – dans la mesure où elles se déployaient durant un temps relativement long (quarante à soixante minutes pour chaque dossier) et qu'il était assez fréquent dans nos observations que les deux époux, ou l'un d'eux, ne soient pas accompagnés d'un avocat.

L'affaire qui nous occupe est celle d'un couple marié depuis cinq années au moment de leur comparution devant le juge de paix. Tous deux de nationalité algérienne, ils ont deux petites filles en bas âge. Afin de retranscrire au mieux les échanges et ainsi mettre à l'honneur ce matériau empirique, nous avons choisi de le découper en « scènes » à la manière d'une pièce de théâtre. Dans un souci d'intelligibilité, les moments non retranscrits tels quels sont résumés en italique pour ne pas perdre le fil qui, comme nous le verrons, est déjà très « haché » et « tortueux » à la base. Chaque scène fait l'objet d'une analyse qui vise à mettre en évidence aussi bien les types de mécompréhension que les acteurs semblent s'imputer entre eux, que ceux que nous imputons à leurs imputations. Cette réflexivité, loin d'être une complexification superflue, est au cœur de notre propos : nul ne peut exclure définitivement la possibilité d'un malentendu, d'une méprise ou d'un mensonge.

Scène 1

Les époux arrivent dans le bureau du juge accompagnés de leur avocat respectif et, comme à l'accoutumée, le juge dirige son regard vers la partie demanderesse, ici l'épouse, pour l'inviter à expliquer ce qu'elle demande. C'est l'avocat de la dame qui l'expose. Il s'agit de la deuxième requête déposée par l'épouse qui se plaint des absences répétées de son mari, lequel se rend souvent en Algérie, et de son désintérêt pour leur vie conjugale et familiale. Elle désire disposer d'un temps de réflexion et se voir autorisée à résider seule avec les deux enfants dans la résidence conjugale. Elle demande également que lui soit accordé l'hébergement principal des enfants. Elle est interrompue de temps à autre par les questions du juge qui explore les dimensions factuelles de l'un ou l'autre des aspects de l'organisation familiale : de la résidence des époux au montant des chômages perçus, en passant par les activités d'import-export du mari. Le juge se tourne ensuite vers l'époux :

Le juge : (...) Alors monsieur ? Qu'est-ce que vous dites ? Qu'est-ce qu'il faut dire hein ? Qu'est-ce que vous diriez pour votre défense à ça ?

L'homme : Elle dit que des mensonges.

Le juge : Oui ? Vous n'étiez pas parti en Algérie ?

6 Tout cela en amont de toute procédure en divorce qui, une fois introduite, excluait la compétence du juge saisi d'une requête formée sur la base de l'article 223 du Code civil.

L'homme : Je suis parti parce que mon père était malade. Et je suis parti que le 15 octobre.

Le juge : Et au mois d'avril ?

L'homme : Non, je ne suis pas parti. [La dame fait un « Haan » étouffé]. [Il répète à sa femme]: je ne suis pas parti en avril.

Le juge : Madame est une menteuse ?

L'homme : Ben, normalement non.

Le juge : Enfin, c'est son avocat qui a parlé, mais bon, c'est elle qui lui a dit évidemment. Il ne fait que répéter ce que elle dit, hein.

Le mari, à qui le juge a très littéralement demandé de se « défendre » – et on peut supposer qu'il s'agit là d'une référence judiciaire plus ou moins bien comprise au statut de « défendeur » qu'il endosse dans l'arène – propose, comme son épouse, une qualification du désaccord et des reproches qui le sous-tendent comme ayant leur origine dans un mensonge éhonté. Il place ainsi le juge dans la situation délicate, et nous le verrons fort peu tenable, d'un inquisiteur à qui reviendrait la mission d'établir la vérité en neutralisant les mensonges. Le juge, qui ne semble pas prêt à endosser une telle responsabilité, grossit l'accusation dans une interrogation qui ne peut être qu'ironique et qui devrait lui permettre de progresser dans l'orchestration des échanges et la production de sa décision, à l'ombre de ces mensonges dont il ne peut pas faire grand chose. La dernière phrase du juge dans cet extrait est symptomatique de sa situation : interprétant le « normalement non » du mari comme le signe que ce dernier est surpris par le mensonge de sa femme (qui le traite de menteur), le juge répond à une question qui ne lui a pas été posée en essayant de dénier⁷ toute influence de l'avocat dans leur discussion. Nous verrons pourtant dans la dernière scène que c'est le mari lui-même qui va subir cette influence, que le juge est forcé de dénier s'il veut s'assurer préventivement qu'aucune des parties ne puisse imputer à l'audience une quelconque responsabilité dans leur mésentente. Ce faisant, le juge court pourtant le risque de créer le doute autour de ce qu'il s'agissait au contraire d'affirmer de manière claire : à savoir que – « entendons-nous bien » – le discours de l'avocat peut être considéré comme la seule expression de la volonté de son client.

Scène 2

L'époux reprend alors le fil de sa « défense » en alléguant que leurs problèmes conjugaux sont principalement causés par la proximité de sa belle-mère, envahissante à souhait. Le juge écoute ces explications alternatives de l'origine du désaccord et reprend le fil de ses questions factuelles, concentré sur l'établissement du revenu de chômage que l'époux touche, pour revenir un peu abruptement à l'origine du désaccord.

Le juge : Le seul problème, c'est avec votre belle-mère au fait ?

L'homme : Oui, c'est sa mère.

Le juge : C'est vrai ça madame ? Et vous êtes fille unique ?

7 Alors que la négation consiste simplement à affirmer l'inverse d'un énoncé, la dénégation implique une dimension supplémentaire, à savoir l'absence de toute affirmation préalable de l'énoncé. Autrement dit, en disant que quelque chose « n'est pas », alors que personne n'avait affirmé cette chose au préalable, on prend le risque de créer le doute autour de ce qu'il s'agissait pourtant de nier.

La dame : je ne suis pas fille unique, j'ai un demi-frère qui n'habite pas ici. Et ma mère, c'est vrai, comme toute mère elle défend sa fille. Et elle l'engueule parce qu'il ne remplit pas bien ses responsabilités vis-à-vis de moi, enfin moi à la limite ça passe, mais surtout vis-à-vis de ses petites filles ! Il ne fait rien. Il m'a laissée, j'étais enceinte de neuf mois [elle sanglote] avec une petite fille d'à peine un an. Il est parti en Algérie sans se préoccuper du loyer. Il m'a laissée sans course, ni rien du tout. Il est parti avec la Cléo.

Le juge : Il est parti ... ?

La dame : En Algérie comme d'habitude. Et il dit pour son frère, c'est pas vrai.

Le juge : Il passe où ? Il va jusqu'à Tanger ?

La dame : Non, il va par Marseille jusqu'à Oran. Toujours en voiture et chaque année il change de voiture. Et maintenant il a pris une grande parce que c'est pratique pour la marchandise.

L'homme : On a acheté ça ensemble.

La dame : Moi, je t'ai donné de l'argent au départ.

Le juge à l'homme : Elle raconte n'importe quoi ?

L'homme : Ben...oui, elle raconte n'importe quoi. Là, elle raconte n'importe quoi.

Le juge : Ben, pourquoi alors elle raconte n'importe quoi ?

L'homme : Parce qu'elle veut divorcer avec moi et prendre la pension alimentaire comme toutes les femmes ici en Belgique.

Le juge : Si c'était aussi simple évidemment... Mais ses enfants ? A la limite pour elle, je peux comprendre le raisonnement. Mais vous avez quand même deux enfants, hum !

L'homme : J'ai deux enfants et [le juge le coupe]

Le juge : Ces deux enfants, il faut quand même vivre avec, hein ! Et ils doivent vivre, eux.

L'homme : Bien sûr. Ils doivent vivre avec nous... mais moi j'étais en Algérie et elle a fait la séparation.

La dame : Je l'ai prévenu, Monsieur le juge.

L'homme : Tu ne m'as pas prévenu.

[Le juge soupire]

Là encore, les accusations de mensonge fusent et le juge semble essayer de pousser en quelque sorte jusqu'à l'absurde ces accusations, de forcer les parties à expliciter les raisons qui les poussent à s'accuser. Du point de vue du chercheur, plusieurs interprétations sont possibles. Sa démarche apparaît de prime abord quelque peu vaine, puisque son ton inquisitorial semble renforcer la mésentente entre les parties : chaque information donnée est l'occasion d'exprimer un désaccord, le dialogue piétine et la distance entre les protagonistes semble insurmontable. Mais un examen plus attentif permet déjà de deviner que le juge suit un « cahier des charges » presque totalement étranger aux motifs que chaque partie donne au désaccord. Il fait mine d'accepter (« je peux comprendre ») l'argument culturaliste du mari (« comme toutes les femmes ici en Belgique ») qu'il considère pourtant comme une méprise (« si c'était aussi simple, évidemment... ») uniquement pour pouvoir embrayer sur un autre sujet : les enfants.

En effet, c'est bien de la garde des enfants dont il est ici question pour le juge, alors même que les époux semblent complètement pris par une multitude d'autres différends. On remarquera que le mari, après avoir répondu « normalement non » au juge qui lui demandait si sa femme mentait (Scène 1), affirme que *là* elle raconte n'importe quoi pour avoir la pension alimentaire, après avoir pourtant acquiescé lorsque le juge lui a demandé si l'origine du désaccord était à trouver *uniquement* dans la présence envahissante de la belle-mère. Alors que le juge essaie de spécifier une série d'enjeux, les époux tentent de le suivre tout en ne pouvant s'empêcher de s'accuser mutuellement de mensonges. En retour, le juge recadre tant bien que mal cette prolifération d'accusations en montrant au mari (par des marques d'ironie et des questions insistantes) qu'il y a de fortes chances pour qu'il soit en train de se méprendre quant à la réalité de la situation et aux mensonges qu'il impute à sa femme. Même lorsqu'un fragile accord semble se stabiliser entre le juge et le mari à propos du sort des enfants (item important dans le cahier des charges du juge), le mari tente de souligner sa bonne foi et son plein accord à l'énoncé du juge... en accusant sa femme de ne pas l'avoir prévenu de la séparation alors qu'il était en Algérie, suscitant ainsi une énième accusation croisée de mensonge.

Scène 3

S'ensuit un nouvel échange d'accusations mutuelles de mensonges portant sur la réalité du dernier voyage en Algérie, au terme duquel le juge conclut :

Le juge : Là, elle n'a pas l'air très heureuse. La seule chose que je peux dire, là vous allez dire qu'elle fait du cinéma, évidemment, « comme toutes les femmes », oui, ça c'est un peu facile, hein. Je ne crois pas qu'elle fait du cinéma, hein.

L'homme : J'ai pas compris.

Le juge : Elle ne fait pas du cinéma. Elle ne fait pas semblant. [*Ironique*] Tout ça c'est du mensonge, elle vient dire comme ça, elle invente tout. Elle invente tout ? Ca m'étonnerait quand même. Mais de toutes façon il y a des enfants qu'il faut assumer.

Le constat du désaccord engendré par les accusations de mensonges croisées commence à produire des effets, dans la mesure où le juge, qui signale de plus en plus qu'il lui importe peu de savoir qui lui ment ici, renvoie pour la première fois les parties, dos à dos, à la nécessité de trouver un accord – dans le désaccord – en vue d'assurer leurs obligations de parents vis-à-vis de leurs enfants communs. Il nous faut également nous arrêter sur l'incompréhension manifestée par le mari, tant elle constitue un « nœud » indémêlable. Alors que le juge singe ironiquement ce qu'il tient pour être la vision qu'entretient le mari des femmes, le mari manifeste son incompréhension pour des raisons qui nous sont largement inaccessibles. A-t-il mal entendu ce que le juge lui a dit ? Préfère-t-il ne pas assumer la manière dont le juge reprend ses propos ? Ou bien ne se reconnaît-il pas dans cette caricature ? Sa maîtrise du français lui fait-elle défaut ? N'a-t-il rien compris, ou bien n'a-t-il pas *bien* compris ? A-t-il bien compris ce qu'il n'a pas (bien) compris ? Chaque hypothèse renvoie à un différent cadrage de la situation, et c'est sur de tels « nœuds » que le chercheur choisira le cadre qui lui semblera pertinent à partir d'une série de raisons empiriques (maintien de la cohérence des données) et théoriques (inscription dans tel ou tel paradigme), voire personnelles et affectives (empathie plus prononcée avec tel ou tel protagoniste). En disant cela, notre propos

n'est pas de liquider tout horizon de scientificité dans le travail de description, ni même de prétendre que chaque cadre vaudrait la même chose. Il nous semble simplement souhaitable d'introduire une suspension temporaire dans le travail interprétatif du chercheur : une telle pause permet ici de se rendre compte que les acteurs (juge, mari, épouse, avocats) ne s'arrêtent pas sur cette manifestation d'incompréhension. Au contraire, le juge continue en professant ce qu'il en est (« elle ne fait pas du cinéma »), faisant *comme si* son imitation de la pensée du mari était adéquate. A son tour, ce *comme si* est-il le signe d'une méprise de la part du juge ? Pense-t-il, éventuellement à tort, que le mari a en réalité très bien compris que ses propos étaient tournés en relative dérision ? On le voit, l'imputation d'une mécompréhension n'est pas simplement « difficile », elle est toujours hautement hypothétique, *a fortiori* quand elle est effectuée *ex situ*. Dans le cas de la recherche scientifique, l'imputation vise les enquêtés mais c'est bien le chercheur et ces collègues qui sont intéressés par la validité d'une telle imputation.

On nous rétorquera peut-être que l'ouverture du champ des possibles envisagé à partir de ce nœud est vouée à se réduire à mesure que la discussion se poursuit, que des données ethnographiques supplémentaires sont collectées (éventuellement par entretiens). Cette croyance commune nous semble, à ce degré de généralité, bien trop optimiste : la validation d'une imputation de (mé)compréhension est moins affaire de données supplémentaires que de consensus entre les parties. Si le chercheur peut dans une certaine mesure obtenir ce consensus avec les enquêtés, c'est surtout celui qu'il obtiendra avec ses collègues qui lui permettra d'affirmer la justesse de son interprétation. Dans ce jeu complexe d'imputation à plusieurs étages, impliquant divers champs autour d'une même « scène », la seule constante nous paraît être la nécessité d'une reconnaissance intersubjective de ce qui est affirmé comme « (mal) compris ». Arrivées au bout de leur déploiement, les situations se dissolvent, les participants s'en vont et l'imputation d'une méprise, d'un mensonge ou d'un malentendu apparaît dès lors encore plus hypothétique. C'est bien le caractère à la fois « *ex situ* » et « hypothétique » du malentendu que les chercheurs nous semblent parfois négliger dans leur travail d'imputation savante : il n'existe pas de point de vue divin à partir duquel les rapports de compréhension peuvent être ordonnés, et les imputations de mécompréhension obéissent à des contraintes de production⁸ très différentes entre ceux qui sont pris dans l'urgence pratique de la situation et ceux qui tentent de se re-présenter cette dernière.

Scène 4

L'époux se saisit ensuite de l'invocation par le juge de ses obligations vis-à-vis des enfants en reprenant la figure du mensonge : il n'est jamais parti comme Madame le prétend et assume donc tout à fait ses obligations. Le juge lui fait ironiquement comprendre qu'au jeu du mensonge, il pourrait lui aussi y perdre des plumes, dans un effort de relativiser à nouveau l'importance éventuelle du mensonge. Le désaccord ainsi stabilisé pour un temps, il s'enquiert de la manière plus ou moins égalitaire dont

8 Si la notion de production est ici principalement envisagée dans sa dimension discursive, il nous semblerait cependant intéressant de poursuivre la réflexion à partir de considérations plus matérialistes et structurales : la production d'un malentendu dépendrait alors bien plus de la position dans des rapports sociaux de (re)production à l'échelle de l'espace social, plutôt que des seules caractéristiques de la situation, du langage et des intentions sous-jacentes à l'action.

la vie conjugale a jusqu'ici été organisée. Après une nouvelle passe d'armes où les époux s'accusent mutuellement de ne pas contribuer à concurrence du montant que chacun annonce, le juge reprend la main :

Le juge : Moi, je ne sais pas, évidemment. Moi, je ne suis pas dans l'intimité de votre couple. Moi, je ne sais pas. Vous le savez et Madame sait ce qui se passe. C'est clair. Et l'avocat. Ils sont là pour vous défendre [sic]. OK. Donc, maître XX et maître XY, ils ne savent pas, ils ne savent pas. Ils savent évidemment ce que vous leur dites et ils sont là pour... Bon, moi je ne sais pas comment ça va fonctionner, hein. Mais vous dites : « moi, je veux rester avec votre [sic] femme ». Alors il faudra évidemment mettre tout à plat. Sinon, ça sert à rien de vivre ensemble, hein ! Si chacun fait dans son coin ses petites affaires, et moi je m'occupe de mon frère et de mon père, et moi je m'occupe de ma mère, alors pourquoi vous restez ensemble ? Vous êtes tout à fait d'accord pour une séparation. Quel est l'objectif de rester ensemble si chacun vaque à ses occupations et avec la chose du « surtout ne te mêle pas de mes affaires ». Et Maître XX disait avec un peu d'emphase qu'il se sentait tout à fait accusé. [Le juge fait ici référence à la première phrase prononcée durant l'audience par l'avocat du mari qui s'indignait contre le portrait de coupable dressé à l'encontre de son client].

L'avocat de l'homme : Je n'ai encore rien dit, Monsieur le juge.

Le juge : Non, non.

L'avocat de l'homme : On ne m'a pas encore donné la parole.

Le juge : Ha ha, vous rongez votre frein, je le sens. [Rires]. Mais... Quel est l'objectif du mariage, hein ?

L'homme : C'est l'amour.

Le juge : Oui... c'est évidemment un grand mot. Mais...

L'homme : Je veux rester avec ma femme et mes enfants.

Le juge : Alors il faudra être transparent, Monsieur. Je crois que vous ne l'êtes pas. Comme Madame n'est peut-être pas tout à fait transparente. Il faut évidemment que la belle-mère ne s'occupe pas des choses. Mais évidemment, si la belle-mère voit que le mari n'est jamais là – je ne sais pas si c'est vrai ou si c'est pas vrai, je n'en sais rien – mais évidemment que je comprends qu'elle trouve que ce n'est pas une bonne solution. C'est vous qui savez exactement ce que vous faites dans le ménage.

L'homme : Elle s'énervé pour rien. C'est des petits trucs.

Le juge : Mais Monsieur, il faut communiquer, hein.

L'homme : Elle me raconte des histoires.

Le juge : Et vous l'avez laissée en plan quand elle allait accoucher, c'est elle que le dit, hein. C'est quoi ça ?

L'homme : Je ne l'ai pas laissée, moi.

Le juge : C'est ce qu'elle a dit, hein, c'est ce que j'ai entendu.

La dame à son mari : Tu ne m'as pas laissée ? Mon ventre n'était pas comme ça ? [Elle pleure] Sois honnête au moins une fois dans ta vie !! Tu ne m'as pas laissée ?!

Le juge : Monsieur, comment voulez-vous, si sur ce genre de détail, on a une version tout à fait contradictoire. Moi je ne sais pas, hein. Et il ne faut pas se sentir accusé. Madame dit ça, et vous dites : « ce n'est pas possible, c'est pas

vrai ». C'est symptomatique. On ne sait pas se mettre d'accord sur un fait. Ce n'est même pas une interprétation, ce n'est pas même pas... c'est sur un fait clair qui devrait quand même être clair. Ce n'est ou ce n'est pas. Un des deux, alors ça ne sert à rien de rester ensemble, hein. Puisque sur un bête fait – « un bête fait », non c'est un fait important – on n'est pas d'accord. On n'a pas la même vision des choses. Alors pourquoi vous voulez rester ensemble ? Je ne comprends pas, hein.

L'homme : Moi je vais m'arranger avec elle, on va parler ensemble. Sa grand-mère va parler avec elle, les voisins sont témoins et ont parlé avec elle. Je suis allé jusqu'à la mosquée et j'ai demandé l'imam pour parler avec elle. Il m'a dit : « Vous avez des enfants, essayez d'oublier ». On fait des choses.

Le juge : Oui mais... si elle veut bien oublier. Oublier, pourquoi ? Pour que ça ne se représente plus, hein, pour que ça aille mieux, parce que sinon [sic] ça ne sert à rien d'oublier. Enfin, non, il faut oublier, vous avez raison. Mais ça doit évidemment servir de leçon.

L'homme : Je lui ai dit qu'on a fait des œuvres, l'être humain il fait des œuvres. On peut arranger.

Le juge : Est-ce que vous voulez, Madame, arranger ou pas ?

La dame : Non, non parce que c'est pas la première fois qu'il me dit ça. C'est la troisième fois maintenant qu'il dit qu'il va s'améliorer, qu'il va s'occuper de ses petites filles – il ne l'a jamais fait. Pourquoi je le croirais maintenant ?

L'incursion du juge dans l'organisation « factuelle » de la vie du couple et l'évaluation qu'il en produit à l'aune d'un idéal égalitaire, transparent et communicationnel se rabat, un peu comme à l'accoutumée pourrait-on déjà dire, sur le constat de son ignorance. Une fois de plus, la cacophonie des arguments et les imputations de mensonges croisées l'empêchent de progresser. Et c'est proche d'un moment de rupture qui annonce le temps de la décision qu'il tente un ultime tour de passe-passe, tendu vers une nécessité – imaginée par le chercheur ? – d'obtenir l'accord des époux sur leur désaccord, de convaincre l'époux de l'inéluctable constat de la mésentente. Il s'empporte de manière théâtrale en signifiant aux époux que les accusations de mensonge l'empêchent de savoir quoi que ce soit, et retourne l'argument vers l'époux en lui notifiant qu'il doit être transparent et tout mettre à plat s'il veut rester avec sa femme – dont on peut presque l'espace d'un instant se demander si elle n'est pas devenue celle du juge dans le chaos des figures d'identification qui accompagne les injonctions de ce dernier au mari. La vérité lui échappe, proclame-t-il, mais l'époux peut, en partageant avec son épouse comptes bancaires et communication constructive, lever (enfin ?) le malentendu. Mais ce n'est pas possible, prévient-il sur un ton moralisateur, si chacun vogue à ses petites affaires, dans une déclaration où le passé (et ses récits divergents) et le futur (hypothétique) du couple se conjuguent dans un présent qui devient menaçant, car il porte l'annonce claire de la capacité décisionnelle du juge (« cela ne sert à rien d'être ensemble »). Face à tant d'imputations de mensonges, le juge tente en fait de les transformer en symptômes d'une méprise dont se serait rendu coupable le couple (et dans une plus grande mesure le mari) : ils n'auraient pas bien compris les droits et obligations constitutives d'une vie maritale réussie. Revenant au présent, il s'interroge et interroge le couple en s'adressant au mari (« alors, pourquoi vous restez ensemble ? ») avant d'affirmer par un coup de force surprenant qu'ils sont tous deux d'accord pour la séparation. Cependant, le moment tant attendu de la décision se voit reporté par l'imputation de cet accord, qui

peut encore être contesté. Et c'est ce que persiste à faire le mari qui déclare qu'il veut rester avec sa femme, alors que cette dernière explique que l'entente minimale qui doit permettre la discussion n'existe plus (« pourquoi je le croirais ? »).

Scène 5

De très longs échanges se produisent après l'affirmation par l'épouse que l'entente minimale n'existe plus, avec une inflexion factuelle de plus en plus importante. L'avocat de l'époux domine un moment les échanges et assure la défense de son client en faisant état des différentes pièces qui, selon lui, permettront au juge d'établir les revenus de l'époux et sa contribution au ménage. De tortueuses discussions et la résurgence des accusations de mensonges s'articulent autour de l'origine de sommes d'argent et de l'ouverture de comptes en banque. Après avoir arpenté ces aspects financiers et les disputes que le sujet ne manquent pas de ranimer, le juge s'enquiert de la résidence de chacun et des enfants pour se laisser à nouveau dépasser par la question contestée des « dettes » monétaires de l'un(e) vis-à-vis de l'autre. C'est à ce point d'exploration des « faits » et de leur inépuisable capacité à générer des imputations de méprises, de mensonges et de malentendus, que le juge déclare :

Le juge : Bon, je crois que la séparation est nécessaire, hein.

Avocat de l'homme (Avocat H) : Irrémédiable, Monsieur le juge. C'est les référés qui sont compétents⁹.

Le juge : Non, non. C'est le juge de paix qui est compétent pour prendre toutes les mesures urgentes et provisoires. Mais évidemment, s'il constate qu'il n'y a pas beaucoup d'espoir de réconciliation ou de reprise de la vie commune, il doit limiter dans le temps [les mesures qu'il ordonnera] Ça, c'est la Cour de cassation qui l'a dit puisqu'il ne peut pas organiser de manière définitive la séparation.

Avocat H : D'autant que c'est la deuxième fois que la requête est déposée.

Le juge : Ça, c'est vrai ça. Bon, il peut y avoir une réconciliation sincère.

Avocat H : Oui, ça peut évoluer, en effet, mais au départ, ce n'est pas ça.

Le juge (à la dame) : Evidemment, ce qui peut paraître un peu exagéré c'est que vous demandez un secours alimentaire personnel. Mais les enfants, ça c'est les deux parents qui doivent quand même contribuer. (*S'adressant à l'homme*) Et pourquoi vous ne prenez pas l'hébergement alterné comme le suppose la loi ?

Avocat H : Oh, il est disposé à le faire, il est disposé à le demander mais il disait simplement...

Le juge : C'est la loi, c'est la règle.

Avocat H : Oui, c'est la norme.

Avocat de la femme : Si une demande est faite, à ce moment-là vous devez l'apprécier. Sinon, il n'y a aucune obligation à ce que les enfants... il n'y a pas d'obligation.

9 L'avocat indique ici que le désaccord est tellement important qu'une procédure en divorce est inéluctable. Or si une demande en divorce avait été introduite par l'épouse en lieu et place d'une « simple » demande de séparation et de mesures urgentes et provisoires, le juge de paix aurait dû se déclarer incompétent au profit du tribunal de première instance, statuant en référé. Par cette stratégie de « rupture », l'avocat laisse entendre qu'il pourrait saisir le tribunal de première instance ou qu'il s'agit de l'intention « cachée » de la partie adverse et que ce dernier manipule donc l'office du juge.

L'homme : Moi, je n'ai pas d'hébergement... moi, si je sors, je ne peux pas rester avec eux. Mais ça je vais le faire, d'ici six mois, un an.

Le juge : Comment vous faites alors, la semaine où vous allez en Algérie ?

L'homme : J'ai pas compris.

Après plus de cinquante minutes d'interactions qui l'ont préparé de manière parfois contre-intuitive, le moment décisionnel se réalise quand le juge déclare « bon je crois que la séparation est nécessaire ». La discussion se fait plus technique et juridique ; l'intervention des avocats des deux parties l'alimente en grande partie, ce qui produit un nouveau nœud interprétatif. En effet, le moment décisionnel, dont on serait en droit d'attendre un effet de clarification, est en quelque sorte brouillé par la tactique de l'avocat du mari qui, pour contester la compétence du juge de paix, affirme avec le juge que la mésentente est devenue irrémédiable, à rebours de ce que son client a tant bien que mal tenté de soutenir. A partir de ce moment, le mari est totalement « parlé »¹⁰ par l'institution à travers ses représentants. Certes, dans ce cas-ci, la dépossession est organisée en vue de ses intérêts tels qu'ils ont été établis avec son avocat, mais il ne s'en retrouve pas moins dépossédé sur le champ – et, pourrait-on dire, *par le champ* – de la faculté de les faire valoir comme bon lui semble. Il faut également à ce titre bien voir comment le juge crée de toutes pièces une demande de garde alternée, au grand dam de l'avocat de la dame qui lui rappelle que la loi ne prévoit une telle garde *que s'il y a effectivement eu une demande de la part d'une des parties*. Raccourci intentionnel ou erreur involontaire du juge décelée par l'avocat ? Méprise ou « sourde oreille » de l'avocat qui n'aurait pas « entendu » dans la volonté du mari de rester avec sa femme et ses enfants la présence en filigrane d'une telle demande ? Le juge semble ainsi outrepasser les limites de son domaine décisionnel dans le seul but de tendre une perche au mari, perche que saisit, tout penaud, l'avocat de ce dernier. A moins que la raison pour laquelle le juge essaie de produire la demande de garde alternée soit liée à un registre normatif de type égalitaire, selon lequel les hommes et les femmes doivent partager les « charges domestiques » et assumer ensemble l'éducation des enfants (Scène 4). En effet, durant la majeure partie de l'audience, le juge n'a cessé d'insister de manière parfois paternaliste sur le respect de cette égalité. Toujours est-il que la fin de l'échange fait à nouveau craindre un malentendu généralisé avec en son centre un père qui « ne comprend pas » les conséquences qu'auraient ses voyages en Algérie dans un système de garde alternée dont il n'a jamais fait explicitement la demande. Ouvrant sur des accusations de mensonges, cette série de morceaux d'audience se conclut par un aveu d'incompréhension, sans que cela ne compromette la possibilité d'atteindre une décision. Celle-ci reposera aussi sur une série d'informations factuelles que le juge a pris soin de collecter tout au long de l'audience, et sur lesquelles nous avons choisi de ne pas nous attarder par souci d'économie.

10 Si les approches « structuralistes » ont été justement critiquées pour avoir posé un sujet entièrement parlé par le langage (Bourdieu, 1972, 1982), il n'en reste pas moins que dans certaines situations, une affirmation de ce type n'est pas toujours sans pertinence.

Conclusion

Les imputations de méprise et de mensonge, niées ou affirmées, constituent donc des ressources discursives particulièrement mouvantes, susceptibles de faire elles-mêmes l'objet de mécompréhensions : leur équivocité constitue le moteur d'un malentendu où l'on ne parvient *in fine* même plus à s'accorder sur ce qui fait précisément désaccord. Les tentatives de clarification ajoutent à la confusion, car elles sont adossées à une « check-list » inaccessible aux justiciables, lesquels n'ont qu'une faible connaissance des stratégies des professionnels de la loi, dont ils sont tour à tour les objets, les bénéficiaires et les victimes. Réciproquement, loin de pouvoir mener une discussion factuelle qui se situerait en amont du désaccord, le juge n'obtient que des informations sursaturées par la mésentente qui se rejoue *ad nauseam* entre les époux.

A ce stade, le lecteur ne manquera pas de se dire que la différence culturelle, que nous avons pris grand soin de mettre en arrière-plan, pourrait tout de même constituer un important facteur explicatif. A cette objection imaginaire, notre réponse dépendra de la manière dont la différence culturelle se retrouve saisie. Nous ne pouvons que souscrire à une approche qui voudrait expliquer les dynamiques de mécompréhension par la mise en évidence de dispositions incorporées (ou non) et de trajectoires sociographiques spécifiques au sein d'un espace social multidimensionnel. En revanche, l'imaginaire « orientaliste » qui n'envisagerait la différence culturelle qu'à travers un prisme ethno-national nous apparaît beaucoup plus bancal et susceptible de générer des méprises qui, réinjectées dans des situations pratiques, risquent d'aboutir à des malentendus délétères. Alors même qu'ils se font forts de critiquer un tel imaginaire, nombre d'anthropologues invités à témoigner en tant qu'« experts culturels »¹¹ finissent néanmoins par en adopter partiellement certains aspects, tout autant pour justifier et délimiter un domaine d'expertise qui reste flou aussi bien à leurs yeux qu'à celui des juges, que pour dénoncer de flagrantes injustices¹² (Edmond, 2011 ; Vatuk, 2011 ; Ballard, 2007 ; Good, 2004 ; Feldman, 1980). Autrement dit, il nous semble qu'il y aurait méprise (du chercheur) si celui-ci imputait automatiquement les malentendus et méprises entre protagonistes à une différence culturelle faiblement définie.

Il nous semble que la double figure du malentendu juridique (tout autant « du droit » que « par le droit ») renvoie à la nécessité pour le droit d'aboutir à une décision, c'est-à-dire de fermer – au moins momentanément – la possibilité d'un approfondissement et donc d'une remise en question de la compréhension de l'autorité compétente, même lorsque celle-ci est aussi limitée qu'un simple constat d'inintelligibilité d'un désaccord

11 En réalité, il s'agit d'un phénomène qui concerne principalement la Common Law, dans laquelle un anthropologue se voit qualifier de « *expert witness* » (Rosen, 1977), un statut qui lui confère la possibilité de donner une opinion sous réserve que celle-ci soit utile, pertinente, fiable et qu'elle respecte le monopole décisionnel du juge ou du jury (Bronstein, 2007 : 67-81).

12 Ainsi, dans son étude par ailleurs tout à fait remarquable des juridictions d'asile du Royaume-Uni, Good (2007) dénonce le traitement réservé aux victimes de viol, questionnées brutalement sur la véracité et les détails de leur traumatisme par les fonctionnaires chargés de l'évaluation de leur dossier. Si nous nous joignons à l'indignation que soulève de tels cas, ils nous semblent plus problématique d'en produire une critique anthropologique « culturaliste » qui insiste d'emblée sur les contours supposément culturels de la honte et de la difficulté qu'éprouvent des victimes de viol à revenir sur leur traumatisme et à en parler (2007 : 190-192).

irréversible. C'est ainsi que s'explique également la déniation de toute interférence alors même que les parties peuvent à tout moment « être parlées » par l'institution. Dans les cas les plus extrêmes, comme celui du *Procès de Kafka*, le malentendu finit par devenir le régime routinier d'une machinerie juridico-administrative alimentant un processus décisionnel auquel plus personne n'entend vraiment quoi que ce soit.

Du point de vue du chercheur, le droit, comme toute institution, implique de complexes jeux de reconnaissance dont certains sont au fondement du processus de délégation, conçu *a minima* comme le fait de s'en remettre à une tierce personne pour prendre une décision. Qu'il soit juridique ou politique (Bourdieu, 1984) ce processus est toujours en quelque sorte une porte ouverte sur l'imputation d'un malentendu entre mandants et mandataires, particulièrement lorsque les mandants chargent les mandataires de la résolution d'une mésentente étrangère aux seconds à partir d'un registre normatif que les premiers ne maîtrisent pas. C'est pourtant sur la séparation entre le registre du différend et celui de sa résolution qu'est notamment fondée la croyance en la juste neutralité du système juridique moderne : l'institution juridique s'immisce alors bon gré mal gré – c'est-à-dire au gré de possibles malentendus – aussi bien dans le constat que dans le règlement du désaccord. Cette immixtion qui, pour les parties, constitue toujours dans une certaine mesure une dépossession, devient alors la condition de possibilité de la décision juridique, tout comme le chercheur prend lui aussi à sa manière possession de la réalité pour la transformer en un « matériau empirique » indexé à des savoirs la plupart du temps étrangers à la situation à laquelle il fait référence. Le chercheur tente ainsi d'imputer et de lever des malentendus à partir d'une saisie conceptuelle plus *ex situ* et moins lourde de conséquences que celle que le juge doit opérer au plus près de parties impliquées dans un désaccord qu'elles vivent bien plus qu'elles ne le conçoivent. Quant à l'épistémologue avisé, il se gardera de trop rappeler à ses contemporains que l'accord comme fondement existentiel a pour contrepartie tous les faux accords potentiels sur lesquels on ne reviendra jamais et que le flux de l'existence charriera jusqu'à ce que la mort oppose à chacun d'entre nous un ultime désaccord.

Références citées

- AMSELEK, Paul, 2011. « L'interprétation dans la Théorie pure du droit de Hans Kelsen », in Stéphane Beaulac (éd.), *Interpretatio non cessat : mélanges en l'honneur de Pierre-André Côté*. Cowansville, Québec : Éditions Y. Blais.
- BALLARD, Roger, 2007. « Common law and common sense : Juries, justice and the challenge of ethnic plurality », in Prakash Shah (ed.), *Law and Ethnic Plurality : Socio-Legal Perspectives*, pp. 69-105.
- BOURDIEU, Pierre, 1972. *Esquisse d'une Théorie de la pratique*. Paris : Seuil Poche.
- , 1982. *Ce que parler veut dire : L'économie des échanges linguistiques*. Paris : Fayard.
- , 1984. « La délégation et le fétichisme politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 52, pp. 49-55.
- BRONSTEIN, Daniel A., 2007. *Law for the expert witness*, 3^e éd. Boca Raton, FL : CRC Press.
- CEFAI, Daniel, 2008. « Anthropologie interprétative. Les perspectives esthétique, clinique et herméneutique de Clifford Geertz », in Mohamed Kerrou (éd.), *D'Islam et d'ailleurs : hommage à Clifford Geertz*. Tunis : Cérès Éditions.
- CHRISTIE, George C., 2000. *The notion of an ideal audience in legal argument*. Dordrecht, Pays-Bas : Springer.

- CONLEY, John M. et William O'BARR, 1990. *Rules versus relationships : The ethnography of legal discourse*. Chicago : University of Chicago Press.
- , 2005. *Just words : Law, language and power*. Chicago : University of Chicago Press.
- DUPRET, Baudouin, 1999. « Legal pluralism, normative plurality, and the Arab world », in Baudouin Dupret, Maurits Berger et Laila al-Zwaini (éds), *Legal pluralism in the Arab world*, pp. 29-40. La Haye : Kluwer Law International.
- , 2007. « Legal pluralism, plurality of laws and legal practices : Theories, critiques and praxiological re-specification », *European Journal of Legal Studies*, 1, pp. 1-26. <halshs-00178422>
- EDMOND, Gary, 2011. « Preface », in Livia Holden (éd.), *Cultural expertise and litigation : Patterns, conflicts, narratives*. Kindle Edi, I – XXV. Londres : Routledge.
- FELDMAN, Kerry, 1980. « Ethnohistory and the anthropologist as expert witness in legal disputes : A Southwestern Alaska case », *Journal of Anthropological Research*, 36 (2), pp. 245-57.
- GADAMER, Hans-Georg, 1960. « Truth and method », in Joel Weinsheimer et Donald G. Marshall (éds), 2^e ed. (2004). *Continuum impacts*. Londres/New York : Continuum.
- GEERTZ, Clifford, 1973. *The Interpretation of cultures : Selected essays*. New York : Basic Books.
- GOOD, Anthony, 2004. « 'Undoubtedly an expert'? Anthropologists in British Asylum courts. » *Journal of the Royal Anthropological Institute*, 10 (1), pp. 113-33.
- , 2007. *Anthropology and expertise in the British asylum courts*. New York : Routledge-Cavendish.
- GRONDIN, Jean, 2002. « Gadamer's basic understanding of understanding », in Robert J. Dostal (éd.), *The Cambridge companion to Gadamer*, pp. 34-51. Cambridge/New York, NY : Cambridge University Press.
- HAARSCHER, Guy, 1986. « Perelman and Habermas. » *Law and Philosophy*, 5 (3), pp. 331-342.
- HABERMAS, Jürgen, 1997. *Droit et démocratie. Entre faits et normes*. Paris : Gallimard.
- HAFERKAMP, Hans-Peter, 2010. « Positivism as a concept of legal historians », *Juridica International*, 1, pp. 100-107.
- HARDY, Hugo, 2011. « A la recherche du positivisme juridique : sociologie d'une notion ambiguë », *Working Papers du Centre Perelman de Philosophie du Droit*, 4.
- HERRERA, Carlos-Miguel, 2004. *La philosophie du droit de Hans Kelsen : une introduction*. Diké/Québec, QC: Presses de l'Université Laval.
- HUSSERL, Edmund, 2000. *Méditations cartésiennes. Introduction à la phénoménologie*. Traduit par Gabrielle Peiffer et Emmanuel Levinas. Paris : J. Vrin.
- KELSEN, Hans, 2005. *Pure theory of law*. Clark, N.J : Lawbook Exchange.
- LEJEUNE, Christophe, 2007. « La respecification. Les fondements empiriques de la méthode sociologique » *SociologieS*, <<http://sociologies.revues.org/942>>.
- MERRY, Sally Engel, 1979. « Going to court : Strategies of dispute management in an American urban neighbourhood », *Law and Society Review*, 13 (4), pp. 891-925.
- , 1990. *Getting justice and getting even : Legal consciousness among working-class Americans*. Chicago : University of Chicago Press.
- PHILIPS, S., 1998. *Ideology in the language of judges : How judges practice law, politics and courtroom control*. New York : Oxford University Press.
- ROSEN, Lawrence, 1977. « The anthropologist as expert witness », *American Anthropologist*, 79 (3), pp. 555-78.

- TRUFFIN, Barbara et François LAPERCHE, 2011. « 'Ils emportent leur secret' : Regards ethnographiques sur le traitement judiciaire des conflits conjugaux en contexte multiculturel », in Julie Ringelheim (dir.), *Le droit et la diversité culturelle*, pp. 657-698. Bruxelles : Bruylant.
- VATUK, Sylvia, 2011. « South Asian muslims and country expertise in the American immigration courts », in Livia Holden (ed.), *Cultural expertise and litigation : Patterns, conflicts, narratives*, pp. 13-34. Kindle Edi. Londres : Routledge.